

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Français subiront-ils également cet hiver des carences d'accès aux soins hospitaliers ?

Les résultats d'une nouvelle enquête menée début septembre auprès des Présidents de Commissions Médicales d'Etablissement et de Commissions Médicales de Groupement des Centres Hospitaliers confirment en tout point l'analyse que la Conférence avait eu lors de la publication du rapport Braun début juillet.

Le système de santé a une fois de plus tenu grâce aux professionnels de santé malgré des conditions d'exercice quasi intenable dans de nombreux territoires. Au prix d'un rythme de travail parfois inacceptable, ils ont porté à bout de bras une offre de soins qui s'effondre. Les hospitaliers ont le sentiment prédominant de ne pas avoir pu soigner correctement : renvoi de patients instables à domicile, patients laissés des nuits entières sur des brancards suite aux fermetures de lits, prises en charges tardives ou renoncements aux soins, manque de temps auprès des patients... S'il est difficile de quantifier les événements indésirables graves survenus, chacun a en tête des situations anormales qui auraient dû être mieux gérées. Les 11 000 morts de plus du 1^{er} juin au 22 août 2022 annoncés par l'INSEE comparativement à la même période en 2019 sont évocateurs d'une période particulièrement grave.

La solidarité des hospitaliers a été décisive, même si la mobilisation de tous les acteurs du système de santé a été importante. Toutes les mesures identifiées par la mission Braun n'ont pas eu le temps d'être déployées mais la majorité mérite d'être conservée et généralisée à l'approche d'un automne tout aussi critique. Toutefois, comme la Conférence l'a déjà souligné, ces mesures sont totalement insuffisantes sur le versant purement intra-hospitalier.

Un plan de sauvegarde de l'hôpital public doit obligatoirement compléter ce bouquet de mesures dans l'attente des mesures structurelles, impliquant obligatoirement une refonte du système de santé, issues de la Conférence des parties prenantes et du Conseil national de la refondation. Il doit permettre de redonner du sens et des perspectives aux soignants, mais aussi améliorer très rapidement les conditions du prendre soin des patients et des hospitaliers. Pour être efficace, il devra s'appuyer sur le lancement d'actions concrètes d'amélioration des conditions d'exercice et de qualité de vie au travail (sur le modèle des « *Magnet Hospitals* »), la pérennisation des mesures de revalorisation salariales prises cet été et leur extension aux praticiens en astreinte, l'alignement des carrières de praticiens hospitaliers avec la nouvelle grille, la poursuite d'un plan massif d'investissement hospitalier, l'accompagnement financier des établissements en sortie de crise...

Le danger d'une vague de démission, similaire à celle observée actuellement aux Etats-Unis avec « *The Great Resignation* » doit être pris très au sérieux. Tous les signaux sont au rouge au sein d'équipes fragilisées. Les départs s'accroissent, notamment au regard d'un sentiment de ne plus exercer de manière satisfaisante et dans des conditions de sécurité adaptées à leur métier, d'une déconsidération grandissante et d'un écart qui se creuse avec l'attrait de carrières privées ou de l'intérim beaucoup plus lucratives et aux contraintes limitées.

La Conférence appelle le gouvernement à prendre sans attendre la mesure de la situation au travers notamment du PLFSS 2023. Il ne s'agit pas d'une énième plainte de l'hôpital public, mais d'un ultime cri d'alarme avant que ne s'effondrent les indicateurs de santé publique et l'accès aux soins des Français.

Annexe : Résultat de l'enquête menée du 1er au 12 septembre 2022